

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2025



le planning
familial
de l'Hérault

Coordination et rédaction

Anne Laurens, Maïté Stumpf

Ont participé à la rédaction**L'équipe de salarié·es, bénévoles et membres du Conseil d'Administration**

Gaëlle Canonne, Laura Delouis, Carine Favier, Mia Ferret, Pauline Marie, Salomé Pucheral, Jean Tassin

Mise en page

Marie Amoroso

Un grand merci à Imaprint pour leur soutien et l'impression gracieuse de ces rapports d'activité.

SOMMAIRE

L'Édito.....	4
Le Planning Familial, notre réseau, nos actions.....	6
Notre projet associatif.....	7
Les chiffres clés 2025.....	8
Pour l'EVARS, la lutte continue.....	10
Les centres de santé sexuelle.....	14
La formation professionnelle.....	16
Les programmes et dispositifs.....	18
ZOOM SUR...	
La précarité menstruelle.....	20
Femmes des quartiers.....	22
Handicap, et alors ?.....	24
Prévention et accueil des violences.....	25
Les ateliers et groupes de parole	26
Les événements organisés par les bénévoles.....	27
Nos enjeux pour 2026.....	28
Nos partenaires.....	30

LE PLANNING PERSISTE ET SIGNE POUR LA DÉFENSE DES LIBERTÉS : L'EVARS AU COEUR DU DÉBAT PUBLIC

EN 2025, L'EVARS MARQUE UNE AVANCÉE IMPORTANTE

Enfin, l'État reconnaît la nécessité d'une éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle pour tous·tes. Mais cette avancée se heurte à une offensive politique organisée, portée par des mouvements conservateurs et d'extrême droite qui cherchent à empêcher sa mise en œuvre.

Ces attaques reposent largement sur la désinformation mais aussi sur des pressions concrètes : fake news sur une prétendue "sexualisation des enfants", fantasmes autour de la "théorie du genre", accusations d'endoctrinement, intimidations d'enseignant·es, mobilisations devant les établissements, campagnes politiques et recours juridiques pour bloquer le programme.

Ces discours, massivement diffusés, visent à créer de la peur et à délégitimer l'action de l'école et des associations.

Le Conseil d'État a pourtant confirmé en 2025 que l'EVARS est conforme à la loi, rappelant qu'il s'agit d'une mission fondamentale de l'école publique.

Derrière les discours sur les "droits des parents", c'est un projet politique qui s'exprime : maintenir les normes patriarcales, empêcher la remise en cause des inégalités et freiner l'accès des jeunes à leurs droits.

Cette offensive s'inscrit dans un mouvement international coordonné contre les droits sexuels et reproductifs.

DANS CE CONTEXTE, LE PLANNING FAMILIAL EST EN PREMIÈRE LIGNE

Acteur essentiel pour faire vivre l'EVARS, mais aussi cible directe des attaques. Or, sans moyens, sans soutien politique et face à ces pressions, l'éducation à la sexualité restera inégalement appliquée, comme l'a déjà reconnu la justice en condamnant les carences de l'État.

Aujourd'hui, l'enjeu est clair : soit l'EVARS devient une réalité pour tous·tes, soit elle reste une promesse fragile. Défendre cette éducation, c'est défendre l'égalité, la santé publique et la lutte contre les violences et refuser que les droits des jeunes soient sacrifiés aux offensives réactionnaires.

URGENCE VITALE POUR LE PLANNING : UNE ASPHYXIE FINANCIÈRE ET INSTITUTIONNELLE

Dans l'Hérault, comme dans toute l'Occitanie, nos structures sont à bout de souffle : plus de la moitié des antennes du Planning de notre région sont en déficit financier en 2025.

Le Planning Familial de l'Hérault fait face cette année encore à une asphyxie financière qui met en danger ses activités, la pérennité des emplois salariés et, directement, la santé des populations.



Subventions qui stagnent, financements par appel à projets, charges en hausse, sous-financement chronique des fonctions support et de la structure, paiements différés : l'associatif fonctionne à perte et doit avancer des fonds qu'il n'a pas.

Concrètement, cela signifie le risque de moins de prévention, moins d'interventions auprès des jeunes, moins d'accueil pour les personnes en difficulté. À terme, c'est l'accès à la contraception, à l'information et à l'accompagnement qui recule, avec un risque réel de rupture de service sur certains territoires.

Dans l'Hérault, comme ailleurs, affaiblir le Planning Familial, c'est créer des déserts en santé sexuelle et aggraver les inégalités. Les premières victimes seront les publics les plus précaires. Aujourd'hui, défendre les moyens du Planning Familial, c'est défendre un accès effectif à la santé et aux droits pour toutes et tous.

2025 : DE NOUVEAU UNE ANNÉE DIFFICILE

Le développement de nos moyens financiers est un travail de longue haleine qui doit mobiliser toutes les strates de l'association. Le Planning Familial reste fortement soutenu par la population et ses financeurs.

Mais ce modèle atteint aujourd'hui ses limites : les financements reposent quasi exclusivement sur les actions, ce qui ne permet pas un travail fluide et cohérent au niveau de la structure.

Pour tenir, l'association a engagé dès 2024 une diversification de ses ressources, avec le développement des dons citoyens mensuels en 2025, à poursuivre en 2026. C'est un levier essentiel pour garantir une stabilité financière et permettre un engagement sur le long terme. Nous espérons également que 2026 permettra la mise en place de mécénat d'entreprise.

Aujourd'hui, les conséquences sont déjà là. Derrière les chiffres, ce sont des équipes à bout de souffle.

Les bénévoles, qui portent les responsabilités associatives, font face à une charge mentale insoutenable, entre gestion de crise permanente et incertitude sur la pérennité des postes.

Côté salarié-es, la précarité et l'urgence constante entraînent épuisement et turn-over : avec les départs, l'expertise et le lien avec les autres structures locales se perdent et c'est la continuité des actions qui est menacée.

Le Planning Familial a toujours été là pour la population. Aujourd'hui, c'est le Planning Familial qui a besoin du soutien de toutes celles et tous ceux qui défendent nos combats.

NOUS TENONS À REMERCIER TOUTES LES
PERSONNES QUI ONT SOUTENU
LE PLANNING 34 EN 2025 PAR LEURS
FINANCEMENTS ET LEURS DONNS
AINSI QUE PAR LEURS ACTIONS !



LE PLANNING FAMILIAL

NOTRE RÉSEAU, NOS ACTIONS

MOUVEMENT NATIONAL, ACTION LOCALE

Le Planning Familial de l'Hérault, membre du Mouvement Français pour le Planning Familial, est une organisation féministe et d'éducation populaire nationale créée en 1956, fondée par des militant·es engagé·es dans un contexte où l'accès à la contraception et à l'IVG était inexistant. Il s'est mobilisé dès le début pour la défense des droits des femmes en matière de contraception, d'avortement et d'éducation à la sexualité.

Le 8 mars 2024, la constitutionnalisation de l'IVG a permis un pas en avant majeur dans l'une de ses batailles. Cette victoire symbolique a été acquise par des années de lutte de la part des militant·es féministes et le Planning Familial continue aujourd'hui, par ses différentes actions, de s'investir au quotidien pour l'émancipation des individus en déconstruisant les stéréotypes de genre et en luttant contre toutes les formes de discrimination.

Aujourd'hui la confédération du Planning Familial, tête de réseau du mouvement, rassemble 80 associations départementales et 9 fédérations régionales aux réalités variées mais aux valeurs communes, parmi lesquelles l'égalité et la laïcité. Elle œuvre en lien avec la Fédération Internationale pour le Planning Familial (IPPF), rassemblant des organisations actives dans plus de 150 pays.

IMPLICATION DANS LA FÉDÉRATION REGIONALE

La fédération régionale d'Occitanie construit avec et pour les associations départementales un espace collaboratif et donne une dimension régionale au mouvement. Forte d'une expérience de 6 années, la fédération poursuit en 2025 le portage des projets communs aux 13 départements, tout en renforçant son activité d'accompagnement des associations dans leur développement. Elle contribue au développement de nos programmes nationaux, activités dans lesquelles notre association départementale s'est investie.

LE PLANNING FAMILIAL DE L'HÉRAULT, ACTEUR DE TERRAIN

En 2025, le Planning Familial de l'Hérault a poursuivi son engagement sur plusieurs fronts offrant une large gamme d'interventions, portées par une équipe de salarié·es et de bénévoles mobilisé·es auprès d'un public diversifié pour défendre les droits fondamentaux, promouvoir la santé sexuelle et faire progresser l'égalité :

- Des animations en milieu scolaire sur les droits sexuels et reproductifs
- Des consultations médicales et des espaces d'écoute
- Des formations à destination des professionnel·les
- Des groupes de parole
- Des ateliers mensuels sur la contraception testiculaire, les violences faites aux femmes, les sexualités, la culture féministe, les masculinités
- Des permanences sur le numéro vert national
- Des événements militants et inter associatifs.



NOTRE PROJET ASSOCIATIF

ACTUALISER NOS CONNAISSANCES DES BESOINS DES PUBLICS

Pour continuer à être pertinente, notre association doit adapter ses activités aux attentes du public pour rester la référence sur les thématiques qui nous sont chères.

Renforcer les actions de prévention en santé sexuelle auprès des publics éloignés du soin est une priorité : pour exemple, l'extension du projet "précarité menstruelle" en 2025 à de nouveaux territoires et la diversification des produits, tels que les protections réutilisables, ont permis de mieux répondre aux besoins des personnes en situation de précarité.

SE RECENTER AUTOUR DE PROJETS PORTEURS

Le Planning Familial de l'Hérault intervient sur un vaste champ d'actions, que ce soit sur la santé sexuelle avec les consultations médicales, les ateliers pour renforcer l'autonomie et les compétences des publics, les actions de prévention, la formation ou les actions militantes...

Cette dimension positive peut cependant entraîner une dispersion des efforts de chacun·e et diminuer l'impact de nos actions et nous devons nous recentrer autour de quelques projets structurants.

S'ADAPTER AUX BESOINS ET NE PAS FAIRE À LA PLACE DE

Investir dans les actions de prévention et dans le renforcement de l'autonomie des personnes demande du temps pour un bénéfice parfois différé malgré les pressions à "l'efficacité immédiate". En s'appuyant sur l'analyse de la pratique, nous travaillons à améliorer l'accueil avec toujours la même approche : faire avec dans le respect de la volonté des personnes accueillies. Évaluer nos actions, rechercher le point de vue des personnes rencontrées et sur ces bases faire évoluer nos pratiques.

DYNAMISER LA COLLABORATION AVEC DES PARTENAIRES

Le Planning Familial 34 a renforcé ses partenariats avec des structures locales (comme les Communautés Professionnelles Territoriales de Santé et les Contrats Locaux de Santé, les Centres de Santé Sexuelle), les associations de lutte contre les LGBT+phobies mais aussi les associations qui accompagnent les personnes en précarité (en particulier jeunes et femmes) ainsi que ses liens avec des Organisations Internationales pour la Santé Sexuelle dans la lutte pour les droits.

DÉVELOPPER NOTRE COORDINATION

L'association faisait face à un manque de coordination et de ressources humaines dans certaines fonctions support opérationnelles et stratégiques qui fragilise l'équipe. La consolidation de l'organisation en pôles d'activité : formation, santé sexuelle, animation, et la création d'un poste de direction portant les valeurs Planning ont été la réponse proposée pour l'année 2025.

EXPÉRIMENTER SUR LA PLURALITÉ DES SERVICES EN SANTÉ SEXUELLE

La réflexion se poursuit en 2025 pour des conditions d'accueil safe/inclusif des différents publics : formes d'accueils diversifiées (collectifs, individuels), formation continue de toutes les personnes intervenant dans le centre de santé sexuelle, analyse de la pratique et enquête qualitative sur la qualité de l'accueil.

LES CHIFFRES CLÉS 2025

UNE ACTIVITÉ TOUJOURS IMPORTANTE DANS UN CONTEXTE DE PLUS EN PLUS CONTRAINT.

17 225

personnes
bénéficiaires des
actions collectives

7 944

personnes bénéficiaires
d'un accueil
individualisé

2 293

personnes bénéficiaires
des centres de santé
sexuelle

Accueil, écoute, information et orientation

2 236 heures d'accueil physique et téléphonique
7 944 personnes accueillies

Prévention et réduction des risques sexuels les Centres de Santé Sexuelle

1 799 consultations médicales
2 293 bénéficiaires

Formation et sensibilisation des professionnels

250 professionnel·les

Promotion de la santé sexuelle et des droits

Education à la vie affective, relationnelle et Sexuelle (EVARS)

Accès à l'information, à la prévention et aux droits
1 465 bénéficiaires - 141 animations

Génération Egalité

Lutter contre les violences et les stéréotypes sexistes
1 513 élèves de 2nde - 75 animations

Actions collectives en direction des publics spécifiques

Aller vers les femmes en situation de précarité
2 735 bénéficiaires - 68 structures partenaires

Aller vers les publics éloignés des dispositifs
de prévention
1 025 bénéficiaires - 79 ateliers

Numéro vert national Sexualités, Contraception, IVG

343 heures d'écoute

Ateliers thématiques en direction des bénévoles

55 ateliers - 398 bénévoles

NOS MISSIONS



EN 2024, DES RÉSISTANCES... ET DES RIPOSTES

Juin 2024, la Confédération du Planning Familial et ses partenaires interpellent dans une tribune la ministre de l'Education Nationale en poste, Mme Nicole Belloubet : *"EVARS, le silence n'éduque pas"*.

Novembre 2024, le ministre délégué à la réussite scolaire et à l'enseignement professionnel, Alexandre Portier, juge non acceptable en l'état le programme d'EVARS, affirmant que "le militantisme" et "la théorie du genre" n'ont "pas leur place" à l'école.

Le 28 novembre 2024, dans un communiqué de presse intitulé "Education à la vie affective, relationnelle et sexuelle, programme sacrifié : enfants en danger", Le collectif pour une véritable éducation à la sexualité, qui regroupe une dizaine d'organisations de la société civile fortes d'expériences de terrain en matière d'éducation à la sexualité, réaffirme son attachement à la loi de 2001 et à son application qui n'a que trop tardé, et appelle le gouvernement à revenir sur les propos tenus par son ministre.

EN 2025, UNE PREMIÈRE VICTOIRE

La publication du programme EVARS (Education à la Vie Affective, Relationnelle et Sexuelle) concrétise enfin la loi de 2001.

Le 30 janvier 2025, le Conseil Supérieur de l'Education adopte un programme d'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle. Pour la première fois en 24 ans, un cadre structuré permet enfin d'appliquer, dans les écoles, une obligation légale inscrite depuis 2001 jusqu'ici largement ignorée.

MAIS TOUJOURS DES OBSTACLES À LA MISE EN OEUVRE

Pour que le programme soit porté par les personnels enseignants, il est indispensable qu'ils puissent bénéficier d'une formation.

En 2025, nous constatons que le plan de formation est loin de répondre aux besoins et le déploiement tarde à se mettre en place. On peut craindre que plusieurs années ne soient nécessaires d'où l'urgence de donner les moyens pour que la formation devienne effective.

En même temps, certaines associations de parents d'élèves soutenues par des forces politiques hostiles continuent à faire beaucoup de bruit pour discréditer le programme avec de fausses affirmations.

Toutes celles et ceux qui s'opposent à l'EVARS, y compris au sein de l'Education Nationale, prennent prétexte de ces prises de position pour ralentir la mise en oeuvre du programme, avec un impact direct sur notre territoire comme l'interdiction des associations dans le primaire.

Pour une véritable éducation à la sexualité

Les recommandations de la société civile
aux pouvoirs publics
Novembre 2023



En 2025, le Planning Familial a poursuivi les actions EVARS tant au sein de l'éducation nationale qu'en direction des jeunes plus éloigné·es de l'information et de l'accès aux soins.

LES INTERVENTIONS DANS LES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES

Organisées dans les établissements scolaires volontaires à Montpellier et dans les villes moyennes environnantes, elles se déclinent en fonction des demandes des établissements, en :

- **Animations ponctuelles** (2 heures auprès des classes)
- **Ateliers** (3 séances de 2 heures pour un même groupe de jeunes)
- **Forums Prévention**



LES INTERVENTIONS DANS LES STRUCTURES PARTENAIRES

En 2025 le Planning Familial a poursuivi et développé des partenariats avec différentes structures des secteurs sanitaire, social, de l'insertion... qu'il s'agisse d'associations ou d'institutions.

Après un diagnostic partagé des besoins, le Planning Familial propose aux structures des animations qui, en fonction des demandes et des contraintes notamment en termes de financement, se déclinent selon différentes modalités d'intervention : actions ponctuelles ou inscrites dans la durée.

Les publics qui bénéficient de ces actions présentent une grande diversité de statut : jeunes en difficulté sociale, jeunes en insertion, jeunes sous main de justice suivis par les services de la Protection Judiciaire de la Jeunesse, mineur·es non accompagné·es, jeunes ou adultes en situation de handicap...

INTERVENTIONS DANS LES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES

927 JEUNES
44 ANIMATIONS
DANS 9 ÉTABLISSEMENTS

INTERVENTIONS DANS LES STRUCTURES PARTENAIRES

507 BÉNÉFICIAIRES
79 ANIMATIONS
DANS 25 STRUCTURES

L'éducation à la sexualité fait partie de nos fondamentaux, s'appuyant sur l'idée que chaque personne a en soi la capacité d'accéder à son autonomie et de prendre soin d'elle-même.

Pour le Planning Familial, l'éducation à la sexualité dès le plus jeune âge contribue à construire un socle social favorable pour vivre sa vie sexuelle, partager son plaisir, son désir, son orientation sexuelle et identité de genre sans crainte, sans peur, sans jugement contrainte ou dépendance, et disposer des outils pour se protéger contre les IST et les grossesses non prévues. Déconstruire les idées reçues, lever les tabous dès le plus jeune âge, favoriser les échanges entre pairs, selon une approche globale et positive de la santé sexuelle auprès des publics jeunes et des publics vulnérables et des professionnel·les qui les entourent sont des axes prioritaires.

Nos interventions s'adaptent en fonction de l'âge, des questions des jeunes et prennent en compte le programme EVARS de l'Education Nationale.

THÈMES ABORDÉS

- Contraception, dont préservatifs, dépistage des IST, l'IVG
- Le premier rapport sexuel, le plaisir, la masturbation
- Anatomie / fonctionnement de leurs sexes / l'examen gynécologique, la virginité
- Rapports entre les parents et les jeunes / la sexualité, le couple
- Discriminations LGBTQIphobes, violences sexistes et sexuelles, le consentement
- Les modèles de beauté normatifs, la réputation

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

- Promouvoir l'égalité F/H
- Informer sur les droits des personnes
- Prévenir les violences à caractère sexuel et sexiste
- Faciliter l'appropriation des savoirs et savoir-faire concernant les risques d'IST et de grossesses non prévues
- Sensibiliser les professionnel·les aux enjeux de l'EVARS
- Développer des partenariats institutionnels et associatifs

LES PRINCIPAUX CONSTATS

- la prévention autour de la thématique des I.S.T. reste d'actualité,
- de plus en plus de jeunes sont sensibilisés au sujet des discriminations en lien avec l'identité et l'orientation sexuelle,
- on observe une plus grande libération de parole concernant les violences à caractère sexuel et un intérêt grandissant autour de la thématique du consentement,
- beaucoup de jeunes sont informés sur les droits à la contraception et l'IVG,
- de plus en plus de professionnel·les sont sensibilisé·es à la thématique de la santé sexuelle et souhaitent agir au sein de leur établissement.

Au-delà des publics directement ciblés par les animations EVARS, les actions s'adressent au personnel encadrant : animateurices, éducatrice, enseignant-es.

Les professionnels rencontrés sont des personnes ressources, et le temps passé auprès d'eux, en amont lors des réunions de préparation et en aval pour les réunions de bilan, prend sens puisqu'il s'inscrit dans le cadre de notre politique relais.



L'ACCUEIL INDIVIDUALISÉ AU PLANNING FAMILIAL, MISSION EVARS DEPUIS 2018

Le Planning Familial, **Espace Vie Affective, Relationnelle et Sexuelle**, offre un lieu d'écoute, d'information, de sensibilisation et de prévention en matière de vie affective, relationnelle et sexuelle selon une approche objective et bienveillante.

Les missions se déclinent autour de :

- l'information sur les droits,
- la contribution au renforcement de l'estime de soi et au respect de l'autre,
- l'accompagnement des femmes envisageant de recourir à l'IVG ou y ayant recouru,
- au-delà de la contraception et de l'IVG, l'information sur l'ensemble des sujets autour de la vie affective et sexuelle.

Le Planning Familial propose, outre un accueil téléphonique adapté, un espace sécurisant qui permet aux personnes d'être écoutées sans avoir peur d'être jugées ou réprimées. Au besoin, nous réorientons vers les partenaires.



Notre centre est accessible pour tout public.

Le principe de la gratuité garantit que la précarité et les difficultés financières ne freinent pas les personnes qui souhaitent rencontrer le Planning.

Dans les faits, la plupart des personnes qui nous sollicitent se retrouvent dans des situations de vulnérabilité (jeunes étudiantes ou sans emploi, personnes en situation de handicap, personnes face à l'exclusion sociale, personnes sans papiers etc).



LES "STANDS INFOS"

Festivals, fêtes des quartiers, soirées militantes, foires aux associations, forums Santé... Cette année encore, le Planning Familial a été sollicité par de nombreuses structures pour animer des actions de prévention autour de la Santé Sexuelle.

Les "Stands Infos" ont permis de visibiliser le Planning Familial auprès d'un large public et notamment :

- Recueillir leurs questions et diffuser du matériel d'information, de prévention et d'orientation adapté aux demandes (IST, contraception, violences...)
- Offrir une possibilité supplémentaire d'échanges sur toutes les thématiques du Planning : contraception, avortement, IST/VIH, violences, genre et discriminations, transidentité, homophobie...
- Diffuser des outils à l'attention des professionnel·les intéressé·es.

LES CENTRES DE SANTÉ SEXUELLE

PRÉVENTION ET RÉDUCTION DES RISQUES SEXUELS

ACCÈS AUX SOINS, À L'INFORMATION, AUX DROITS ET À LA PRÉVENTION

Ouverts à toute personne quels que soient son âge et sa situation, en toute confidentialité, les Centres de Santé Sexuelle du Planning Familial ont poursuivi leurs missions en 2025 avec le soutien du Conseil Départemental.

UN CADRE CLAIREMENT DÉFINI

L'accueil est réalisé selon une approche globale : accès aux soins et à l'information sur les questions de santé sexuelle, rapport homme/femme, dépistage et prévention des infections sexuellement transmissibles (IST), du VIH et des hépatites.

Les équipes sont pluridisciplinaires : conseiller·ères conjugal·es et familial·es, médecins généralistes, sages-femmes.

Les entretiens réalisés en amont des consultations médicales, dans une approche d'éducation populaire, favorisent une plus grande liberté de parole et une meilleure assurance dans la relation au médical.

L'accueil est assuré par notre secrétaire Audrey dans un cadre sécurisant garantissant le non-jugement et la confidentialité ; les consultations, assurées par notre équipe de soignantes (médeciniennes et sages-femmes) sont précédées d'un accueil individualisé assuré par notre équipe de conseillers conjugaux et familiaux/animateurs de prévention.



MONTPELLIER : 12 heures d'ouverture hebdomadaires dans le Quartier des Beaux-Arts



AGDE : 1 permanence hebdomadaire dans les locaux de l'hôpital

DES ESPACES DE PAROLE AUTOUR DES QUESTIONS DE SANTÉ SEXUELLE ET DE PRÉVENTION DANS UNE DÉMARCHE DE RÉDUCTION DES RISQUES SEXUELS

Notre intervention basée sur l'écoute, le non jugement et le respect mutuel s'appuie sur la valorisation des expériences personnelles et des savoirs collectifs sur la santé sexuelle. Elle favorise l'appropriation des outils de réduction des risques sexuels et l'accès aux droits.

Les consultations médicales vont offrir la possibilité de choisir une contraception adaptée à sa situation, mais aussi d'avoir accès à une pilule d'urgence, à un test de grossesse, à des dépistages des IST/VIH et des hépatites ou à une vaccination Hépatite B/HPV en collaboration avec l'Institut Buisson Bertrand.



1799
CONSULTATIONS
MÉDICALES

LES IVG MÉDICAMENTEUSES AU CENTRE DE SANTÉ SEXUELLE DE MONTPELLIER

Le Planning Familial défend le droit à l'avortement et propose au Centre de Santé Sexuelle de Montpellier l'IVG médicamenteuse sans hospitalisation. Une convention avec l'hôpital Arnaud de Villeneuve garantit une prise en charge conforme aux recommandations médicales avec une prise en soin en cas de besoin dans les suites de l'IVG dans le cadre d'un protocole.

Les espaces d'écoute et d'échanges que nous offrons réduisent considérablement le stress et les angoisses.



Notre intervention s'appuie, comme dans tous nos accueils, sur l'expression et la valorisation des expériences personnelles.

Au centre de notre démarche : la collectivisation des savoirs, le non-jugement et la confidentialité. Nous constatons toujours dans nos permanences des difficultés d'accès à l'IVG et notamment la peur du jugement moral et la culpabilisation des femmes par certaines équipes soignantes ainsi que par les mouvements anti-choix.

2025, LES 50 ANS DE LA LOI VEIL

En 2025, les 50 ans de la loi Veil ont rappelé une évidence : le droit à l'avortement n'a jamais été donné, il a été arraché.

Si la France est le premier pays au monde à avoir inscrit dans sa Constitution la liberté de recourir à l'IVG, l'accès à ce droit, même constitutionnalisé, reste à défendre concrètement.

En effet, les besoins persistent avec, en 2024, plus de 251 000 IVG réalisées en France, avec de fortes inégalités territoriales dans l'accès aux méthodes et aux structures, et une offre de soins très variable selon les départements.

À Montpellier, cette mémoire a été remise au centre du débat public : témoignages de montpelliéraines ayant vécu l'avant-loi Veil, actions de sensibilisation, événements culturels et rassemblements féministes ont rappelé que ce droit a été conquis par la lutte.

La Ville a également réaffirmé son engagement en publiant des ressources locales, notamment un guide "Contraception et IVG : où s'informer à Montpellier ?", conçu avec les centres de santé sexuelle et les associations, dont le Planning Familial, ou encore avec le projet "une Caméra à soi" auquel le Planning a participé.

Le Planning Familial, la ville et des collectifs féministes ont organisé plusieurs temps forts autour des journées mondiales de la contraception et du droit à l'avortement : sensibilisation des étudiant-es à l'Université Paul-Valéry, restitution du projet "Nos corps, nos choix, notre histoire", organisation par les bénévoles de la venue de Clara Aumann pour son spectacle "No Coffee for the Queen", et le rassemblement annuel place de la Comédie pour défendre un avortement libre et gratuit.

Ces moments renforcent notre détermination et rappellent que les luttes féministes sont inscrites dans le présent. Mais ces avancées cohabitent avec des signaux très inquiétants notamment autour des atteintes aux libertés associatives, l'IVG étant souvent au centre des attaques des "anti-choix".

Le Planning Familial national rappelle qu'en 2025 les obstacles demeurent : manque de structures, délais d'attente, stigmatisation, désinformation et inégalités territoriales.

Dans son plan pour améliorer l'accès à l'IVG, il propose notamment de renforcer l'information, simplifier les parcours et garantir une offre accessible partout. Garantir la survie des structures qui assurent, au quotidien, une mission essentielle de santé publique est un enjeu central.

L'organisme de formation du **Planning Familial de l'Hérault** met en place des actions de formation à destination de l'ensemble des acteurs, professionnel·les ou bénévoles de l'accompagnement.

Les formateur·ices sont imprégné·e·s des courants de pensée humaniste et d'Education Populaire et transmettent l'ensemble des notions, approches et outils qui permettent de favoriser l'autonomie et l'empowerment des personnes en matière de vie affective et sexuelle.

Ayant obtenu le renouvellement du label Qualiopi en septembre 2024, l'équipe formation est engagée dans l'amélioration de la qualité des prestations, en travaillant sur la clarté des objectifs pédagogiques et une communication plus efficace de l'offre de formation.



REPUBLIQUE FRANÇAISE
La certification qualité a été délivrée
au titre de la catégorie suivante :
actions de formation.

THÈMES DES FORMATIONS 2025

- Conseil Conjugal et Familial (RNCP Niv. 7)
- ProDAS (niveau 1 / animateur·rice et niveau 2 / formateur·rice)
- Accompagnement à la contraception testiculaire
- Accueil des questions de genre et de sexualité
- Sexualité, Égalité et Violences chez les jeunes
- Santé sexuelle et Précarité menstruelle

155

personnes formées

60

journées de formation
professionnelle

98 %

des stagiaires recommandent la formation
à laquelle elles et ils ont participé.

LE SOUTIEN INDISPENSABLE DE L'ÉTAT

Pour mener sa mission de formation sur le territoire de l'Hérault, notre organisme de formation s'appuie sur le soutien des pouvoirs publics :

- L'Agence Régionale de Santé (ARS) pour la formation "Santé sexuelle, précarité menstruelle et accès aux droits : accueillir et informer" dans le cadre du projet de lutte contre la précarité menstruelle à Béziers, Lunel, Montpellier et en Pays Cœur d'Hérault.
- La Déléguée Départementale aux Droits des Femmes et à l'Égalité (DDFE) pour la formation "Sexualité, Égalité, Violences - Intervenir auprès des jeunes" en Pays Cœur d'Hérault et sur les Hauts Cantons.
- La Ville de Montpellier avec la mise à disposition des locaux qui abritent l'organisme de formation.

PERSPECTIVES 2026

Pour toujours mieux répondre aux besoins des professionnel·les, nous travaillons sur 2 axes :

L'élargissement de notre offre de formation autour du ProDAS et des Compétences Psycho Sociales (CPS) pour agir en prévention dans le champ des relations entre jeunes.

Le développement d'une formation spécifique "Le Système des drapeaux". Abordé lors des formations "Sexualité Égalité Violences", l'outil d'analyse pour accompagner la sexualité des jeunes avait rencontré un très vif intérêt.

LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT AFFECTIF ET SOCIAL (PRODAS)

Le **ProDAS** est un programme pédagogique qui agit sur le développement des compétences psychosociales (CPS), la prévention des violences, des discriminations et la promotion du bien-être, dans l'ensemble des lieux de socialisation à partir de l'âge de 4 ans.

Il est mis en oeuvre lors de séances d'animation, sous forme de cercles de parole, qui utilisent l'écoute empathique, la reformulation des émotions et des besoins.

Objectif de la formation : savoir mener des actions du Programme de Développement Affectif et Social (ProDAS).



PERSPECTIVES 2026

Le développement des compétences psychosociales (CPS) constitue l'axe privilégié pour la stratégie multisectorielle de prévention jusqu'en 2037.

Le référentiel CPS 2025 de Santé Publique France cite le ProDAS à de nombreuses reprises, ce qui représente une belle reconnaissance pour le travail mené depuis 20 ans par le Planning Familial. Il s'est donc mobilisé pour participer au séminaire de transfert d'expertise de Santé Publique France sur les CPS et s'est engagé à participer à la formation des formateurices régionaux en 2026/2027.

Les enjeux pour le Planning sont importants : montrer comment l'EVARS contribue au développement des CPS, transmettre le contenu et les outils du référentiel aux futur-es CCF et poursuivre notre politique de formation et de promotion du programme.

LA FORMATION "CONSEIL CONJUGAL ET FAMILIAL"

Le·la conseiller·ère conjugal·e et familial·e (CCF) exerce auprès des jeunes, des femmes, des couples et des familles des activités d'écoute, d'information, d'orientation et d'accompagnement dans tous les domaines liés à la vie affective et sexuelle, aux conduites sexuelles à risques, aux discriminations, aux violences (sexuelles, sexistes, de couple...), aux problèmes relationnels dans le couple et dans la famille (maternité, parentalité...).

L'obtention du titre de CCF passe par :

- la validation de 6 blocs de compétences répartis sur 405 heures de formation pendant 18 mois ainsi que de 2 stages de 40 heures.
- la rédaction et la soutenance de l'écrit professionnel de fin de formation.

Chacun des blocs fait l'objet d'une évaluation spécifique.

La session 2024-2025 : 1ère session conçue par l'équipe pour répondre au cadre du référentiel RNCP, très exigeant, obtenu pour le métier de CCF en 2022.



PERSPECTIVES 2026

Le renouvellement de la certification nationale CCF et la simplification du référentiel intervenus en 2025 nous ont permis d'engager une réflexion sur une offre de formation complémentaire "par bloc de compétences". Nous souhaitons ainsi ouvrir la formation à un plus grand nombre de personnes, parmi lesquelles celles voulant renforcer leur pratique professionnelle en accédant à une certification partielle, mais aussi favoriser et faciliter l'accès à la formation avec un financement CPF. La mise en place des évaluations devrait être également simplifiée, pour un parcours plus fluide et des échéances clairement identifiables par les stagiaires.

Une nouvelle promotion CCF débutera en juin 2026.

LES PROGRAMMES ET DISPOSITIFS



LUTTE CONTRE LA PRÉCARITÉ MENSTRUELLE



HANDICAP, ET ALORS ?



FEMMES DES QUARTIERS



LUTTE CONTRE LES VIOLENCES

Violences intrafamiliales, mariages forcés,
discriminations dans une perspective de
genre



FEMMES SANTÉ CITOYENNETÉ

Pour la promotion de la santé sexuelle et de
l'égalité des droits des publics en précarité



VIE ASSOCIATIVE

Accueillir et accompagner les questions
de santé sexuelle



ANIMATIONS PRODAS

Avec un
portage par la
Fédération
d'Occitanie



GÉNÉRATION ÉGALITÉ

Lutte contre les violences et les
stéréotypes sexistes

Avec un
portage par la
Fédération
d'Occitanie



NUMÉRO VERT NATIONAL

0800 08 11 11

Outil de santé publique et
d'émancipation

Avec un
portage par la
Fédération
d'Occitanie

LES
NOUVEAUTÉS
2025

SANTÉ SEXUELLE,
DISCRIMINATIONS
ET VIOLENCES
pour un public LGBTQIA+

SANTÉ SEXUELLE,
VIOLENCES ET
DISCRIMINATIONS
au Quartier Mineur de
Villeneuve-lès-Maguelone

ATELIERS
SANTÉ SEXUELLE
à l'Unité éducative
d'hébergement collectif de
l'EPE de Montpellier

ZOOM

SUR...



LA PRÉCARITÉ MENSTRUELLE

ALLER VERS LES
FEMMES EN SITUATION
DE PRÉCARITÉ OU
VIVANT DANS LES QPV

UN ENJEU DE SANTÉ PUBLIQUE ET D'ÉGALITÉ

La **précarité menstruelle** constitue un enjeu transversal à la croisée des politiques de santé, d'égalité femmes hommes et d'action sociale.

La précarité menstruelle ne se limite pas à l'accès aux produits menstruels, mais renvoie plus largement aux inégalités d'accès aux droits, aux ressources de première nécessité et aux conditions d'une vie digne. Elle désigne les difficultés d'accès régulier et adapté aux produits menstruels pour cause de difficultés financières, avec des impacts concrets sur la vie quotidienne : renoncement à certaines activités, difficultés d'insertion sociale ou professionnelle, effets sur la santé et isolement. Elle est souvent liée à des difficultés plus larges d'accès aux soins (gynécologiques, médicaux) et à l'information en santé sexuelle.

Le Planning Familial de l'Hérault porte ce projet spécifique de "lutte contre la précarité menstruelle et de promotion en santé sexuelle" qui s'appuie sur les recommandations du rapport parlementaire du 13 février 2020.

UN DISPOSITIF TERRITORIAL ORGANISÉ

En 2025, les financements DREETS, MSA, Mairie de Montpellier et Montpellier Métropole ont permis au Planning Familial de déployer le dispositif sur 4 territoires : Montpellier, Béziers, Lunel et le Pays Cœur d'Hérault, intégré opérationnellement en mars 2025, .

Le dispositif est mené en collaboration avec de nombreux partenaires acteurs de la veille sociale et à destination de personnes, jeunes et adultes, en situation de précarité, habitantes de quartiers prioritaires de la ville et/ou en situation de mal abri. Il repose sur une dynamique partenariale structurée réunissant plus de 70 structures.

Le dispositif est coordonné à l'échelle départementale par le Planning Familial 34, qui assure le lien avec les fournisseurs, la gestion des commandes et la répartition des produits. Sur les territoires, des structures partenaires implantées localement assurent la mise en œuvre avec les structures sociales et médico-sociales.

Le dispositif s'articule autour de trois axes principaux :

- la distribution de produits menstruels,
- la formation des professionnel·les,
- les actions de sensibilisation auprès des publics.

Le partenariat avec La Réserve (AERS) garantit la logistique de distribution.

UNE RÉPONSE QUI S'ADAPTE AUX BESOINS DU PUBLIC

En 2025, 1900 culottes menstruelles ont été distribuées soit 10 fois plus qu'en 2024.

Depuis le lancement du dispositif, les serviettes jetables sont les produits les plus demandés par les publics accompagnés, notamment en raison de leur praticité et du manque d'accès à l'eau pour de nombreuses personnes en situation de précarité.

L'introduction en 2024 de produits menstruels lavables a révélé une demande importante en culottes menstruelles.

Ce constat nous a conduit à faire évoluer rapidement le dispositif avec une diversification des produits permettant de proposer un véritable choix aux personnes accompagnées, en fonction de leurs conditions de vie et de leurs préférences.

VERS UNE PRISE EN COMPTE STRUCTURELLE DE LA PRÉCARITÉ MENSTRUELLE

La précarité menstruelle n'est pas qu'un manque de produits menstruels : elle révèle l'invisibilisation persistante des besoins des personnes menstruées, à tous les niveaux – politiques, professionnels, sociaux.

L'objectif du projet n'est pas d'apporter une réponse ponctuelle, mais de favoriser une prise en compte structurelle de la précarité menstruelle dans les politiques sociales et de santé.

Cela implique à la fois une reconnaissance pleine de cette problématique comme un enjeu de santé publique, et une amélioration concrète de l'accès à la santé sexuelle pour les personnes menstruées en situation de précarité.

Plusieurs établissements partenaires du dispositif ont déjà engagé la mise en place de distributions internes de protections menstruelles, financées sur leurs propres ressources. Ces initiatives témoignent d'une évolution vers une prise en compte plus structurelle de ces questions dans les organisations. Elles s'accompagnent d'une meilleure identification des besoins et d'une facilitation de la parole des personnes concernées.

FAIRE ÉVOLUER LES PRATIQUES PROFESSIONNELLES

La formation des professionnel·les, responsables et encadrant·es des structures partenaires, est indissociable du projet porté par le Planning Familial.

Engagés au quotidien dans l'accompagnement des publics, les professionnel·les contribuent à lever les freins liés aux tabous et à transformer les pratiques d'accompagnement.

- 75 % des participant·es déclarent intégrer davantage les questions liées à la santé menstruelle et à la santé sexuelle dans leurs accompagnements.
- 90 % des professionnel·les constatent une amélioration de la prise de parole des personnes accompagnées sur ces sujets.

PRÉCARITÉ MENSTRUELLE EN QUELQUES CHIFFRES

- 2 735 bénéficiaires
- 68 structures partenaires
- Animations : 28 actions collectives, 208 bénéficiaires
- Distribution : 2 distributions, 9783 produits distribués, 2500 bénéficiaires
- Formation : 3 sessions de formation (Béziers, Pays Cœur d'Hérault et Montpellier), 27 professionnel·les formé·es.

ENJEUX ET PERSPECTIVES

En 4 ans, le dispositif s'est déployé sur 4 territoires, devenant un enjeu à l'échelle départementale.

En 2026, l'objectif est de poursuivre cette dynamique avec le déploiement sur le Bassin de Thau, territoire présentant des enjeux spécifiques, à la fois urbains et ruraux, incluant notamment les situations de travailleur·euses agricoles et les problématiques d'isolement.

Cette nouvelle phase s'inscrit en collaboration avec le SIAO 34 dans une démarche de diagnostic territorial et bénéficie d'un cofinancement de la MSA.

FEMMES DES QUARTIERS

DÉVELOPPER UNE DYNAMIQUE D'AMÉLIORATION DE LA SANTE SEXUELLE DES FEMMES SUR LES TERRITOIRES DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

En s'appuyant sur le travail engagé avec les institutions et les associations partenaires, le Planning Familial de l'Hérault mobilise des femmes ressources issues des quartiers de la Politique de la Ville, qui, une fois formées, pourront diffuser des informations dans leur environnement et renforcer le lien avec les professionnel·les.

Ainsi, partant du constat des inégalités sociales et territoriales dans l'accès à l'information, à la prévention et aux droits, cette action vise à proposer aux femmes en situation de vulnérabilité des ressources nouvelles issues de leur propre environnement pour y accéder.

Devenir Ambassadrice auprès d'autres femmes en situation de vulnérabilité et/ou qui sont en difficulté d'accès à l'information, à la prévention et aux droits

Pour cela :

- **Former les femmes ressources** issues des associations pour qu'ensuite elles puissent partager leurs connaissances dans leur environnement et promouvoir la santé sexuelle (bien-être général : physique, mental et émotionnel), et contribuer à lutter contre les discriminations et les violences de genre.

- **Les accompagner** dans la mise en œuvre de leur rôle d'ambassadrice.

UNE FORMATION CO-CONSTRUITE

Organisée en séances de 4 à 6 demi-journées, la formation vise à permettre à chaque personne de :

- S'approprier les éléments de base de la santé sexuelle (IST, contraception, IVG, anatomie, suivi gynécologique et santé de la femme)
- Exprimer et échanger sur les relations femme/homme et la sexualité, la parentalité
- Exprimer, identifier et analyser les représentations de la sexualité et en particulier les discriminations, inégalités de genre et violences
- Connaître les réseaux ressources et rencontrer des professionnel·les dans le champ de la santé sexuelle et de la lutte contre les violences

Les thématiques sont choisies par les femmes elles-mêmes.



MONTPELLIER, “LES SAFIRATES”

Dans le Quartier de la Mosson au sein de l'association Tin Hinan. Un 1er groupe de *Safirates* (ambassadrices en arabe) a été constitué en 2022 et un second en 2024. En septembre 2025, la décision a été prise de les réunir. Le groupe actuel, composé de femmes déjà sensibilisées, s'est réuni environ une fois par mois, lors d'ateliers de 2 heures.

LES THÈMES ABORDÉS

L'écoute active, la contraception, le couple, la relation amoureuse, l'homosexualité.

LES CONSTATS

- La barrière de la langue, malgré la présence de la médiatrice qui traduit, peut ralentir le rythme des ateliers.
- La confiance semble s'être bien installée et les *Safirates* participent de plus en plus. Elles livrent parfois des détails de leur vie personnelle, afin d'alimenter les thèmes des ateliers.
- Deux d'entre elles ont participé à la formation Précarité Menstruelle destinée aux professionnel·les. Elles en ont fait un retour très positif au groupe.
- Tout dernièrement, les *Safirates*, fortes de l'atelier sur l'Evars, ont animé un temps d'explications et de réponses aux questions des autres femmes de l'association. C'était très pertinent. Elles se sont voulues rassurantes sur le programme.

LA SUITE ?

Les *Safirates* et l'association Tin Hinan semblent vouloir poursuivre l'action. De notre côté, nous envisageons d'ouvrir le projet à d'autres associations de la Mosson, afin d'enrichir les expériences.

LUNEL, “LES WONDER WOMEN”

Avec le concours de la CPTS de Lunel, un 1er groupe rapidement autodésigné a été constitué en 2025 avec des femmes déjà très investies dans les associations de la ville (association de parents d'élèves, Femmes et partage, La Maison Jean-Jacques Rousseau, Les Jardins partagés).

LES THÈMES ABORDÉS

La posture et l'écoute active, la contraception, la posture face à l'inquiétude des parents sur l'EVARs, la puberté et comment aborder la sexualité avec des adolescents, le consentement.

LES CONSTATS

- Les femmes du groupe sont très motivées et actives. Etant toutes francophones, l'animation est facilitée.
- Elles se saisissent des thèmes et en parlent activement dans leur entourage (familial, amical et associatif). Certaines relaient les informations auprès des femmes au Maroc.
- Elles ont toutes participé activement à la formation Précarité Menstruelle organisée en mars 2026. Depuis, elles envisagent de faire des animations et des distributions de produits menstruels au sein de la Maison Rousseau.

LA SUITE ?

Un programme de perfectionnement pour le 1er groupe a démarré en 2026, avec pour premier thème, les violences conjugales. Un 2ème groupe, constitué par des femmes cooptées par les *Wonder Women*, a été créé avec un 1er atelier en mai 2026.

Il y a toujours autant de motivation et de dynamisme que dans le 1er groupe et il est à prévoir que le 2è groupe s'investisse autant !

ET AILLEURS EN 2026 ?

Le dispositif doit se déployer en 2026 à Agde avec un groupe de femmes et nous prévoyons de constituer deux autres groupes à Montpellier ; l'un dans le quartier Saint-Martin, l'autre dans le quartier Gély.

Ce projet est riche ; il permet de transmettre des informations et de faciliter les liens avec les professionnels et les associations acteurs de la santé sexuelle. Nous avons rencontré des femmes « paires », investies et dynamiques, parfaites ambassadrices auprès d'autres femmes qui ne seraient sans doute pas venues nous rencontrer spontanément.

HANDICAP, ET ALORS ?

PRIX DE LA FONDATION DE FRANCE EN 2011

PRIX SPÉCIAL DU COMITÉ NATIONAL DE COORDINATION ACTION HANDICAP EN 2012

AMOURS,
CONSENTEMENT ET
PRISE DE RISQUES

En France, la loi de 2005 reconnaît aux personnes en situation de handicap le droit au respect de la vie privée et à l'exercice de leur autonomie, y compris dans le domaine de la sexualité.

Le programme s'inscrit dans la continuité du travail développé par le Planning Familial dès la fin des années 1990 auprès du public en situation de handicap. "Handicap, et Alors" a mis en évidence tout l'intérêt d'ouvrir des espaces de parole sur la vie affective et sexuelle avec les personnes en situation de handicap vivant ou travaillant en institution.

En 2025, nous avons poursuivi ce travail afin de répondre aux besoins du public et aux attentes des professionnel·les et afin d'asseoir et développer nos pratiques professionnelles.

DES OBJECTIFS QUI REJOignent CEUX DU PLANNING FAMILIAL POUR TOUS LES PUBLICS

Accompagner les personnes sur les questions de santé sexuelle, leur proposer des espaces individuels et collectifs pour libérer la parole et prévenir les discriminations et les violences, promouvoir leur autonomie de décision : tout un programme dans une approche respectueuse des droits que nous partageons avec les professionnel·les des structures qui les accueillent. Nous constatons que les professionnels médicaux sont eux aussi désarmés face aux différentes problématiques. La sexualité des personnes en situation de handicap n'est parfois prise en compte que lorsqu'il y a des débordements, des difficultés. En tous cas, c'est ce que formulent à plusieurs reprises les professionnel·les dans leurs attentes lors des temps de sensibilisation : "comment gérer la sexualité", "comment aborder le problème de la sexualité"...



LES OBJECTIFS OPÉRATIONNELS

- Offrir un espace de parole et établir un climat de confiance pour aborder les questions de sexualité en groupe mixité et en groupe non mixité
- Acquérir des connaissances relatives à l'anatomie et la physiologie en partant des questions et des savoirs des participant·es
- Sensibiliser les participant·es aux thématiques de prévention : contraception, VIH, violences...
- Aborder la rencontre, le désir et le plaisir, le consentement
- Echanger sur la vie affective et sexuelle en institution
- Identifier le Planning Familial 34 en tant que lieu ressources

LES ENJEUX

Qu'il s'agisse des personnes concernées, des équipes éducatives ou des directions, ouvrir des espaces de parole autour des questions de vie affective et sexuelle permet aux personnes de s'exprimer sur des sujets plutôt tabous, habituellement relégués à des "spécialistes". En effet, lorsque la sexualité est abordée dans les institutions, c'est souvent sous un angle médical.

En 2025, malgré de nombreuses demandes des structures et par manque de moyens, nous avons dû limiter nos actions.

Pourtant les opportunités de développer notre projet ne manquent pas et la formation continue des professionnels sur les questions du handicap constitue un réel enjeu.

PRÉVENTION ET ACCUEIL DES VIOLENCES

LE RÉSEAU "PRÉVENIR LES VIOLENCES INTRAFAMILIALES, LES MARIAGES FORCÉS ET LES DISCRIMINATIONS DANS UNE PERSPECTIVE D'ÉGALITÉ DE GENRE"

Piloté par le Planning, le "Réseau Jeunes Filles" vise à prévenir les risques de mariage forcé, coordonner les acteur·rices associatif·ves et institutionnel·les sur ces enjeux et accompagner les personnes concernées.

COMMUNIQUER POUR PRÉVENIR

De nombreuses actions de sensibilisation ont été menées en 2025. Pour exemple, la participation à la journée de lutte contre les violences sur la thématique "Consentement, mariages forcés" organisé par le réseau Violences ou encore la collaboration avec l'université Paul Valéry pour réactualiser les supports de communication et concevoir de nouveaux outils de repérage tel un vigilantomètre sur le modèle du violentomètre.

ACCOMPAGNER LES PERSONNES CONCERNÉES

Plusieurs situations ont mobilisé le réseau, mettant en lumière la complexité des parcours, la complémentarité des acteurs et la nécessité de sensibiliser police et justice.

FAIRE VIVRE LE RÉSEAU

Le "Réseau Jeunes Filles" qui rassemble une 20aine de structures autour des situations de violences et de ruptures familiales s'est réuni à 5 reprises.

En complément de ces actions qui bénéficient directement aux publics concernés, le Planning Familial de l'Hérault a contribué en 2025 à la visibilité du réseau par la participation :

- au guide réalisé par l'ADRIC « Lutter contre les mariages forcés : Soutenir la liberté d'aimer et l'autonomie des jeunes » <https://adric.eu/guide-mis-a-jour-lutter-contre-le-mariage-force/>
- à la préparation du Colloque organisé par l'Université d'Angers organisé les 4 et 5 juin 2026 "Le Planning familial : continuités, ruptures et transformations (1956-2026)".

LES ENJEUX

- Renforcer la visibilité du réseau avec une campagne sur les réseaux sociaux et élargir les partenariats
- Organiser des échanges de pratiques et des formations (avec le CICADE) pour assurer la montée en compétences des professionnel·les
- Engager un travail sur les besoins en hébergement d'urgence, encore largement insatisfaits.

GRUPE DE SOUTIEN POUR LES FEMMES QUI VIVENT OU ONT VÉCU LA VIOLENCE

Le Planning Familial dénonce et combat toute forme de discrimination et de violence, et notamment les violences sexuelles et agit pour accueillir, écouter et accompagner les personnes concernées par des situations de violences, qu'elles soient physiques, psychologiques, sexuelles, et en particulier les femmes. Un groupe de soutien mensuel offre un espace d'écoute bienveillant, sans jugement ni pression, où les participantes, majeures, peuvent partager librement leur vécu. La participation est volontaire et les échanges sont confidentiels. Ce format répond au besoin d'un lieu de parole hors du cadre thérapeutique ou familial.

En 2025, 20 femmes ont participé aux 13 séances de groupe, ainsi qu'à 11 entretiens individuels d'accueil, grâce à la mobilisation de 2 bénévoles, Solène et Florence.



LES ATELIERS ET GROUPES DE PAROLE



ATELIERS DE FABRICATION DE SERVIETTES HYGIENIQUES LAVABLES ET DE METHODES DE REMONTEE TESTICULAIRE : DE QUOI S'AGIT-IL ?

Coudre des protections périodiques lavables, un jockstrap de remontée testiculaire, mouler son propre anneau en silicone, nos bénévoles proposent un atelier ouvert à tous-tes : transmission de savoir-faire, partage d'expérience et accompagnement démedicalisé à la contraception testiculaire.

En 2025, 145 personnes se sont retrouvées un mardi par mois lors d'ateliers animés par Chloé et Jean avec le soutien de membres du collectif MTC.

TOUJOURS DANS LES ÉCHANGES... LE CLUB DE LECTURE & CULTURE FÉMINISTE

Pour encourager les lectures féministes, échanger, découvrir des auteur·es mais aussi questionner, analyser, critiquer ensemble. Le club de lecture/culture se réunit tous les mois pour échanger sur des thématiques telles que : l'amour, l'inceste, faire famille, utopies et dystopies féministes...

En septembre, la librairie Fiers de lettres vient nous présenter les sorties littéraires et, avant les vacances d'été, des conseils de lecture.

En 2025, 176 personnes ont participé, tous genres confondus, à 11 ateliers. Et pour faciliter encore plus les échanges, un groupe WhatsApp qui compte 84 membres.



ET AUSSI LE GROUPE DE PAROLE SEXUALITÉS LGBTQIA+

Offrir un espace de parole non-jugeant et confidentiel aux personnes concernées : diverses thématiques sont abordées (coming out, questionnements de genre, communauté, sexualités queers...) avec un public varié qui s'est retrouvé lors des ateliers organisés par les bénévoles.

En 2025, 49 personnes aux profils de plus en plus diversifiés en terme d'orientation sexuelle et de genre ont participé aux ateliers.

ET ENCORE LE CERCLE D'ÉCOUTE SUR LES MASCULINITÉS

Partant du constat que malgré tous les contenus féministes existants, aucun ou presque ne s'adressait aux hommes directement, ces cercles, animés par des facilitatrices, proposent un espace d'écoute bienveillant dans une perspective féministe. Les masculinités et les dimensions systémiques des dominations y sont questionnées pour contribuer à la lutte contre les VSS via l'introspection, la remise en question, la conscientisation, l'écoute.

En 2025, 28 hommes ont participé à un ou plusieurs cercles réalisés au Quartier Génereux.



LES ÉVÉNEMENTS ORGANISÉS PAR LES BÉNÉVOLES

En 2025, le bénévolat représente une communauté de 50 personnes engagées dans des actions militantes, l'organisation d'événements et le soutien à la vie associative.

Au cœur de cette dynamique, la **Commission Bénévole** : ils·elles recensent les demandes et besoins, accueillent les nouvelle·aux membres et organisent les actions à venir lors de réunions mensuelles, animées par et pour les bénévoles ! Bravo pour leur investissement !



DES MOBILISATIONS POUR LES DATES PHARES

8 mars : Grève féministe et organisation de la manifestation avec l'inter-orga féministe de Montpellier.

27 septembre : Organisation de la venue de Clara Aumann et son spectacle sur le thème du droit à l'avortement en partenariat avec la ville de Montpellier.

28 septembre : Rassemblement pour la journée de lutte pour le droit à l'avortement.

20 novembre : TDoR, journée mondiale du souvenir trans.

22 novembre : Manifestation contre les VSS.

1er Décembre, Journée de Lutte contre le VIH/SIDA.



PARTICIPATION À DES FESTIVALS ET À DES STANDS D'INFOS

Stands de sensibilisation "Violences Sexistes et Sexuelles (VSS)" au Chap Festival, au festival Festa Fogassa et aux Guinguettes du Récif.

Stand de sensibilisation "Santé sexuelle" à la Pride de Montpellier.

Stand au Forum des Associations le 7 septembre.

DES INITIATIVES SUR DES THÉMATIQUES OU EN SOUTIEN AU PLANNING

5 septembre : Soirée contraception testiculaire au QG

11 octobre : Santé Sexuelle et défense des droits

25 octobre : Précarité menstruelle, un enjeu national

15 novembre : Sexisme : Décrypter les violences de genre

21 novembre : Cabaret du Planning - 1ère édition

29 novembre : Santé Sexuelle et empowerment - Pour une éducation complète à la sexualité

13 décembre : Sexualité et numérique chez les jeunes

LE CABARET DU PLANNING

En partenariat avec Le Théâtre de la Plume et Dragini, association qui promeut l'art du Drag à Montpellier, des bénévoles se sont lancés le pari de monter un Show spécial Planning ! Uniquement avec des artistes locaux et hostée par nos talentueux·ses Fleeboz et Tom_un, chaque édition est conçue en écho à un thème relié à l'actualité : le TDoR, la dépression hivernale, les droits des femmes et minorités de genre et pour terminer ce premier cycle 2025/2026 : les Fiertés. Bravo aux artistes et à nos supers hosts !

NOUVEAUTÉ 2025



UN CYCLE DE JOURNÉES DE SENSIBILISATION "PARLER AU NOM DU PLANNING"

Ouvertes et gratuites pour les bénévoles et adhérent·es, 7 journées ont été réalisées en 2025 : des temps pour s'approprier l'histoire et les combats portés par le Planning, mais aussi, se former à défendre nos positions sur le droit à l'avortement, l'éducation à la sexualité, la santé sexuelle, la précarité menstruelle...

NOS ENJEUX POUR 2026

DES SOLUTIONS PÉRENNES POUR TRAVAILLER NOS SUJETS EN PROFONDEUR ET AVEC SÉRÉNITÉ

SÉCURISER LE FINANCEMENT DE L'ANTENNE MONTPELLIERAINE DU PLANNING FAMILIAL

Des demandes à la Mairie de Montpellier et la Métropole pour la signature de conventions pluriannuelles, incluant le financement des charges de fonctionnement et des fonctions supports garantes de la coordination des actions, de leur communication et d'un suivi administratif et comptable répondant aux nombreuses obligations conventionnelles.

Nos demandes portent également sur la mise à disposition ou la prise en charge de locaux PMR pouvant accueillir l'ensemble de l'équipe salariée, et idéalement un lieu commun avec l'association CIDFF pour un meilleur accueil du public.

Des demandes au Conseil Départemental pour garantir un accès de proximité avec des financements de fonctionnement pérennes revus à la hausse, non uniquement centrés sur le centre de santé sexuelle : sans secrétariat, coordination, gestion, RH et pilotage, aucune action de terrain ne peut tenir durablement.

Le Département de l'Hérault disposant d'un guide des aides et appels à projets, notamment dans les champs de la solidarité, de l'insertion, de la jeunesse et de la santé, nous pensons que ces dispositifs doivent intégrer pleinement la santé sexuelle et reproductive comme priorité territoriale.

Des demandes de soutien renforcé à l'Etat pour développer durablement les actions en direction des publics les plus vulnérables avec des financements inscrits dans des conventions pluriannuelles.

MAINTENIR ET ESSAIMER L'ACTION DU PLANNING FAMILIAL SUR LE TERRITOIRE HÉRAULTAIS

Notre permanence à Agde a dû être mise en pause en avril 2026 à la suite du départ de la sage-femme. Dans le contexte financier que nous traversons, il nous est impossible d'assurer actuellement cette permanence sans moyens financiers supplémentaires.

La création en 2025 d'un **Groupe local du Planning Familial à Lodève**, porté par des bénévoles, vise à répondre aux besoins des habitant·es par une présence de proximité notamment pour les publics les plus vulnérables. Le Groupe local a pour objectifs de favoriser l'accès aux droits, à l'information et à la prévention en matière de vie affective, relationnelle et sexuelle, de lutter contre les violences sexistes et sexuelles et les discriminations.

ALERTER SUR LE RISQUE DE ZONES BLANCHES EN SANTÉ SEXUELLE

L'ARS reconnaît elle-même que l'offre actuelle en santé sexuelle reste insuffisante et dispersée, notamment pour les publics les plus vulnérables. C'est pourquoi nous alertons sur l'urgence à mettre en place un plan régional pour la santé sexuelle, afin d'empêcher les fermetures d'antennes et les réductions forcées de masse salariale en Occitanie.

Ce plan doit permettre de financer les permanences en zones rurales, les interventions hors les murs, la médiation en santé sexuelle, l'accompagnement à l'IVG, la contraception, les dépistages, la prévention des violences et l'EVARS.

NOS ENJEUX POUR 2026

DES SOLUTIONS PÉRENNES POUR TRAVAILLER NOS SUJETS EN PROFONDEUR ET AVEC SÉRÉNITÉ

REVENDIQUER ET OBTENIR LES CONDITIONS NÉCESSAIRES À LA MISE EN OEUVRE DE L'EVARS

Nous rappelons que l'EVARS est un droit à l'information pour toutes et tous, sur les questions de santé sexuelle mais aussi sur l'amitié, le consentement, le corps et qu'il permet aux professionnel·les de terrain de repérer les violences intrafamiliales, il est plus que nécessaire de le prioriser et le financer à sa juste valeur aujourd'hui.

Au niveau national, un constat : les associations de proximité sont souvent évincées de la mise en place du programme EVARS ! Or, nous sommes formé·es, désireux·ses d'apporter nos valeurs d'éducation populaire à ce programme qui rejoint notre projet sur l'éducation complète à la sexualité.

Nous souhaitons participer à notre niveau mais cela ne peut pas reposer sur des associations épuisées, sous-financées et attaquées.

Nous demandons donc un financement national dédié, stable et pluriannuel, incluant l'ensemble de nos coûts : salaires, coordination, formation, déplacements, gestion, sécurité, communication et accompagnement des bénévoles.

CONSOLIDER NOTRE INDÉPENDANCE PAR LE DÉVELOPPEMENT DE SOUTIENS CITOYENS DURABLES

Le Planning Familial a toujours été soutenu par la population. Si ces ressources ne doivent pas remplacer les financements publics, ce soutien citoyen populaire est indispensable pour pérenniser nos actions et garantir notre indépendance. En 2026, nous souhaitons encourager et accroître les dons mensuels et développer des partenariats solidaires. Un groupe de travail salariés/bénévoles est constitué pour promouvoir le mécénat d'entreprise et faire de la survie du Planning l'affaire de toutes.

Notre exigence politique, c'est la reconnaissance du Planning Familial comme acteur essentiel de santé publique et une réponse politique cohérente face à la crise financière.

NOUS DEMANDONS

- Des conventions pluriannuelles
- Le financement du fonctionnement, et pas seulement des actions
- Des versements rapides des subventions pour éviter les ruptures de trésorerie
- La création d'un fonds régional d'urgence pour nos structures menacées
- Un soutien explicite face aux attaques réactionnaires



**le planning
familial
de l'Hérault**

NOS PARTENAIRES

ILS/ELLES SOUTIENNENT NOS ACTIONS :

- Le Conseil Départemental de l'Hérault
- La Préfecture de l'Hérault
- La Direction Régionale de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités
- La Délégation Départementale aux Droits des Femmes et à l'Égalité
- L'Agence Régionale de Santé Occitanie
- Le Conseil Régional Occitanie
- La Mutualité Sociale Agricole Languedoc
- La Caisse Nationale d'Assurance Maladie
- La Caisse Primaire d'Assurance Maladie de l'Hérault
- La Délégation Régionale Académique à la Jeunesse, à l'Engagement et aux Sports
- La Direction Départementale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse
- La Ville de Montpellier
- Cohésion sociale de la ville de Montpellier – Montpellier Méditerranée Métropole
- La Métropole – Montpellier Méditerranée Métropole
- La Ville d'Agde
- Le Centre Communal d'Action Sociale de la ville d'Agde
- Cohésion sociale de la ville d'Agde – Agglo Hérault Méditerranée
- Cohésion sociale de la ville de Lunel – Agglo Lunel
- L'Hôpital du Bassin de Thau, l'Hôpital local d'Agde
- La Ville de Sète
- Le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de Sète

ILS/ELLES FONT APPEL À NOUS :

Abri Languedocien, Accueil de Jour GAMMES ISSUE (Artex, CADA, CORUS, CHRS, EVS Alisé, La Gaminerie, Hébergement urgence, HUDA, Interlude, Stabilisation), Accueil Santé Béziers, ADAGES EAM, IEM et SESSAD La Cardabelle, Addictions France, ADN, AERS, APF France Handicap Hérault, APIJE, APS 34, APSH Camille Claudel, AREA, ANSA, Association Centre Hérault, Association HLIN, Association Des étoiles et des femmes, Association IMEIF, AVEC, Avenir Santé, Bienvivre à Aiguelongue, CAARUD Axess, CAARUD Réduire les risques, CADA Astrolabe, CADA Elisa SoS, Café des Femmes à Lunel, Cap A Cité, CCAS Sète et Agde, CEGIDD, CEMEA, CCAS Activités sociales de l'énergie, Centre Frantz Fanon, Centre Social Espace Famille, Centre social La Valière, Césame Migration Santé, CFA Albano Sète, CFAS, CHRS Adages Regain, CHRS Bouissonnade, CHRS Madeleine Delbrel, CHRS L'Avitarelle, CHRS Celleneuve, CHU Arnaud de Villeneuve, CICADE, CIDFF, Clinique Beau Soleil, Clos du Nid, COALLIA, CLS du Pays Coeur d'Hérault, Collectif Martine, CPTS Pays de Lunel et Agde, CRFP, Croix Rouge Française, Défi, ENIPSE, Entraide SDF, Equipe Mobile Urgence Sociale ERCA, ENSAD, EREA Jean-Jacques Rousseau, ESAT Peyreficade, Espace santé Lunel, Espoir Toulouse, Foyer Saintignon, L'Esperluette, Fierté, Groupe SOS, Hôpital local Agde, IFOREP, Intim'Agir, IRTS, ITEP Languedoc, Jasmin d'Orient, La Bulle Douche Nomade, La Cimade, La Cloche, Le nouveau Café à Agde, Le Refuge, Les Aramons, Maison des Adolescents de l'Aude, Maison d'arrêt et Unité Educative d'Hébergement de l'EPE de Montpellier,, Mission Rosela, MECS Baldy de Montagnac, MECS Terres Rouges, Médecins du Monde, Médecine Préventive universitaire, MLI Lunel, MLI Montpellier, MLI Sète, MLI Agde, Mouvement du Nid, MRAP Lunel, MRAP Montpellier, M sans SIDA, Mutualité Française, Odette Louise, OFII, PACIM, PASS, Passerelles, PEPA, PJJ, Protection Maternelle Infantile - Service Prénatal et des CSS, Quartier Santé Lemasson, Queers Sète, Raiponce, Rebonds, REST, Saint-Vincent-de-Paul, Samu Social, Secours Catholique, Secours populaire, Solidarité Dom Tom, Tin Hinan, Unis Cités, UTOPIA. Les Collèges et Lycées Simone Veil, François Mitterrand, Joffre, Jean Moulin, Jules Ferry, Le Béranger, Marcel Pagnol, Via Domitia, Gérard Philippe, Léonard de Vinci, le lycée agricole Vallée de l'Hérault Gignac, Auguste Loubatières, Hôtelier Georges Frêche, Jules Guesde, Joliot-Curie, Victor Hugo, Mario Beulaygue à Ax-les-Thermes, Ecole de la deuxième chance, Campus Purple, Chambre des Métiers et de l'Artisanat, Institut Agro de Florac, Ecoles des Beaux Arts MO.CO et d'Art Dramatique, Université Paul Valéry.



**le planning
familial
de l'Hérault**

27, rue de Substantion - 34000 Montpellier

04 67 64 62 19

leplanning@planning34.org

Nous avons plus que jamais besoin de votre soutien
pour assurer la pérennité de nos actions.

Chaque don est précieux, merci !

